

Table des matières

Le contexte particulier de l'édition 2012 de la Journée suisse des Archives	3
Fiche d'identité de l'institution: atouts et faiblesses	4
Cinq ans d'activité en quelques chiffres	5
Cinq ans d'activité en quelques chiffres	6
Les inventaires, l'indispensable outil de promotion des archives	7
Parmi les fonds emblématiques de l'administration, ceux du Registre foncier	8
Le service au public en salle de lecture: le souci du confort de la recherche	9
La salle de lecture virtuelle ou DAVEL sur Internet octobre 2010-août 2012	10
Les guides «Cartographie» et «Registre foncier»: de nouveaux atouts pour la recherche	13
De nouveaux instruments de recherche pour la généalogie	14
La bibliothèque: un essor exceptionnel	15
L'indexation des documents d'archives: une originalité professionnelle	16
Les travaux de numérisation des registres de reconnaissances: une démarche sans pareille en Suisse	17
La consolidation: un concept intermédiaire de l'atelier de restauration	18
Panorama 2: projet d'une plate-forme Internet dynamique en faveur des Archives communales vaudoises	19
La consultation de la base Panorama, des chiffres stimulants	20
Le calendrier de conservation, au cœur du dispositif de l'archivage	22
La densification des locaux: une étape obligée et intermédiaire	23
Une présence accrue des Archives cantonales vaudoises dans le COSADOCA	24
Le schéma directeur de l'information des Archives cantonales vaudoises: un préalable nécessaire	25
Vers un nouveau pôle numérique: sécurisation et diffusion des données	26
Vers des statistiques nationales: le besoin de données chiffrées comparatives	27
Table des matières	28



Samedi 3 novembre 2012
de 9.00 à 17.00 heures

Journée suisse des Archives

Archives cantonales vaudoises

Bilan d'une législature 2007-2012

Animation
Projection
Conférence
Démonstration
Défilé de mode
Stand d'information
Exposition sur le dessin de mode de presse
Exposition de mannequins et de chapeaux, selon Line

Avec le concours du Cercle vaudois de généalogie,
de l'Ecole de couture de Lausanne et de Mnémo-Pôle

www.patrimoine.vd.ch/fr/archives-cantonales

A leur quatrième participation

Instituée le 15 novembre 1997, la Journée suisse des Archives fête sa 4^e édition en 2012. Les Archives cantonales vaudoises ont participé à chacune d’entre elles: 1997, 2002, 2007 et 2012.

Rédaction

L’ensemble du personnel des Archives cantonales vaudoises, sous la direction de Gilbert Coutaz, directeur, et de Christian Gilliéron, adjoint du directeur.

Les textes ont été clos au 30 septembre 2012.

Mise en page

Olivier Rubin

© Archives cantonales vaudoises, novembre 2012

Vers des statistiques nationales: le besoin de données chiffrées comparatives

Les Archives cantonales vaudoises, comme tout autre secteur d’activité, doivent faire valoir leurs droits, et non plus seulement leurs devoirs, affirmer leurs exigences, et non pas seulement leur disponibilité. Elles doivent faire respecter leurs critères professionnels dans les procédures dont les montants sont minimisés ou auxquelles les moyens financiers font défaut. La bonne volonté et l’honnêteté ne suffisent pas à justifier les besoins (elles sont des valeurs initiales de toute démarche), il faut encore les fonder, les afficher et convaincre.

Dans ce contexte, les chiffres sont des éléments incontournables de l’organisation de l’institution; ils sont l’indice de leur maturité professionnelle.

C’est à l’initiative des Archives cantonales vaudoises que la Conférence des directrices et directeurs des Archives fédérales suisses et Archives cantonales, ainsi que de la Principauté du Liechtenstein a engagé une réflexion au plan national, entre mai 2009 et mai 2010, sur la tenue des statistiques.

Depuis 1996, les Archives cantonales vaudoises établissent des statistiques détaillées de leur consultation. En 2009, elles ont publié leur dossier thématique *Des chiffres de l’utilisation des Archives à l’utilisation des chiffres des Archives. Contribution à la mise en place de statistiques nationales suisses de la consultation et réflexion sur l’évolution des publics des Archives*. Depuis 2011, elles participent à l’élaboration de statistiques nationales de la consultation fondées sur trois types d’indicateurs:

1. Indicateurs sur les ressources

- Personnel régulier selon l’organigramme (ETP)
- Taille de l’administration, selon l’Office cantonal de statistiques
- Métrages conservés (en mètre linéaire)
- Accroissement annuel (en mètre linéaire)
- Nombre de places de la salle de lecture
- Nombre de jours d’ouverture par semaine (1/2 journée = demi-journée)
- Nombre d’heures d’ouverture par semaine

2. Indicateurs obligatoires

- Compter les usagers en fonction de la salle de lecture
- Nombre de consultations par année
- Nombre d’unités archivistiques consultées par année
- Nombre de réponses écrites

3. Indicateurs facultatifs

- Il serait bienvenu que les indicateurs facultatifs soient le fait de plusieurs dépôts pour être retenus.
- Des critères facultatifs seront progressivement intégrés aux critères obligatoires.
- Emprunt de documents pour une exposition ou pour d’autres usages
- Nombre de visites guidées et de participants
- Utilisation du site Internet (nombre d’accès par année)
- Gestion de la bibliothèque

Cahier des charges de chaque indicateur obligatoire et facultatif

1. - Intitulé
2. - Instrument de mesure
3. - Unité statistique

Vers un nouveau pôle numérique: sécurisation et diffusion des données

Le Grand Conseil a été invité par le Conseil d'Etat, le 26 septembre 2012, à voter un crédit d'investissement de CHF 1 630 000 pour financer l'exécution de travaux urgents de dématérialisation et de sécurisation de documents aux Archives cantonales vaudoises, avec au préalable l'aménagement de locaux et la mise en œuvre des ressources informatiques nécessaires.

L'Exposé des motifs et projet de décret accordant un crédit pour la construction d'un bâtiment pour les Archives cantonales vaudoises à Chavannes-près-Renens, adopté par le Grand Conseil le 3 mai 1982, comprenait un atelier de photographie (en fait de microfilmage) et annonçait la nomination d'un technicien (en fait de l'opérateur) dudit atelier. Ainsi, du 1^{er} août 1986 jusqu'à la fin de l'année 2007, les Archives cantonales vaudoises ont-elles disposé de cet atelier, dont l'arrêt depuis 2008, suite à l'obsolescence du matériel a interrompu ses travaux de sécurisation.

La fermeture obligée de l'atelier de microfilmage offre l'opportunité d'examiner la question du renouvellement des pratiques de sécurité des documents d'archives et de leur ajustement aux réalités technologiques actuelles, tout en tenant compte de la problématique particulière et urgente de la sécurisation des anciens plans cadastraux. Elle permet également d'examiner les contraintes de l'archivage électronique et de proposer les procédures et les processus qui s'y rapportent. L'archivage électronique constitue un article de la loi du 14 juin 2011 sur l'archivage. Enfin, elle nécessite d'aller au-delà des besoins initiaux de sécurisation, puisqu'entre le premier énoncé et aujourd'hui, le remplacement de l'atelier de microfilmage a dû être pris en compte. Il a donc fallu revoir le périmètre des travaux prioritaires. Ainsi, aux anciens plans cadastraux ont été ajoutés les registres d'état civil et les fonds et collections photographiques parmi les documents à numériser prioritairement, en raison des besoins accrus de leur consultation et de les inscrire dans les environnements informatiques déjà existants et auxquels ils appartiennent naturellement.

Autrement dit, le projet initial s'est chargé de nouvelles considérations et contraintes, au fil des années. Par contre, le montant sollicité a pu être respecté.

Par ce décret, le Conseil d'Etat entend doter les Archives cantonales vaudoises d'un outil permettant de sécuriser des documents en danger et de favoriser la conservation de documents numériques aujourd'hui acquis mais dont la conservation n'est pas assurée.

Le gouvernement autorise ainsi les Archives cantonales vaudoises à fonctionner efficacement et immédiatement dans un contexte risqué et demandant des actions urgentes.

Il se fonde sur la loi du 14 juin 2011 sur l'archivage, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2012, qui fixe parmi les missions des Archives cantonales vaudoises celle de la conservation des archives historiques des autorités cantonales.

Le contexte particulier de l'édition 2012 de la Journée suisse des Archives

Un bilan de législature

A l'instar des autorités exécutives, les Archives cantonales vaudoises ont décidé de présenter leur bilan sur les 5 dernières années de leur activité, soit entre le 1^{er} juillet 2007 et le 30 juin 2012, empruntant selon les situations des données entre le 1^{er} janvier 2007 et le 31 décembre 2011. Elles vous invitent à parcourir avec elles les principales étapes de leur développement et à prendre connaissance de leurs résultats.

175 ans après la nomination du premier archiviste d'Etat du canton de Vaud

Pierre-Antoine Baron est nommé, le 5 décembre 1837, archiviste d'Etat du canton de Vaud. Cette nouvelle compétence s'ajoute à celle de responsable des archives de la Chancellerie. Né le 28 novembre 1778 à La Tour-de-Peilz, il est entré dans l'administration cantonale en 1807 comme copiste. Il gravit, sous la direction de Georges Boisot (1774-1853), chancelier d'Etat entre 1803 à 1830, les différents échelons de la hiérarchie: dès le 18 mars 1807, copiste à la Chancellerie, puis promotion, le 30 septembre 1808, au poste de secrétaire-registrateur du protocole, puis le 30 septembre 1811, à celui de secrétaire «pour le répertoire du protocole, la tenue de divers registres & l'expédition des actes & des lettres qui s'y rattachent», et enfin le 8 octobre 1829, à celui d'archiviste. C'est une homme au fait des procédures administratives et disposant de la confiance de ses supérieurs qui est choisi en 1837 pour diriger les Archives cantonales vaudoises. Il le restera jusqu'à sa mort, le 11 septembre 1864. Sa nomination intervient quelques mois après la création, le 7 septembre 1837, de la Société d'histoire de la Suisse romande.

Les successeurs de Pierre-Antoine Baron

- 1864-1909 Aymon de Crousaz
- 1909-1913 La direction est confiée à Alfred Millioud, à titre provisoire
- 1914-1915 Bernard de Cérenville, à titre provisoire
- 1915-1942 Maxime Reymond, à titre intérimaire
- 1943-1963 Louis Junod
- 1963-1979 Olivier Dessemontet
- 1979-1995 Jean-Pierre Chapuisat
- Depuis le 1^{er} octobre 1995 Gilbert Coutaz

Des premières

- Depuis novembre 2007, les Archives cantonales vaudoises sont équipées de leur premier logiciel métier; elles sont les premières en Suisse romande à avoir fait le choix de ce produit.
- En 2008, migration des bases de données DAVEL et PANORAMA
- En 2009, publication en ligne du Calendrier de conservation des archives communales vaudoises de 827 pages (410 fichiers PDF)
- Depuis septembre 2010, l'ensemble des inventaires des fonds d'archives conservés par les Archives cantonales vaudoises sont en ligne, <http://www.davel.vd.ch>
- Depuis mai 2011, les Archives cantonales vaudoises ont un schéma directeur de leur système d'information
- Depuis le 1^{er} janvier 2012, les Archives cantonales vaudoises disposent pour la première fois d'une loi sur l'archivage.

Fiche d'identité de l'institution: atouts et faiblesses

Nos ressources: comparées aux autres Archives en Suisse, les Archives cantonales vaudoises relèvent de la 3^e plus importante administration en termes d'effectifs, après celles de la Confédération suisse et du canton de Zurich. Elles occupent la deuxième place en quantité d'archives conservées (plus de 31 000 mètres linéaires) et sont, selon les chiffres avancés, la première ou la deuxième institution la plus sollicitée par les chercheurs et l'administration. Par contre, par leurs effectifs (12,85 ETP), elles n'arrivent qu'en 7^e position, loin derrière les Archives fédérales suisses (56,3 ETP) et les Archives cantonales de Zurich (50 ETP), dépassées par les Archives des cantons de Lucerne, Bâle-Ville, Genève et Berne. Leur budget est le 9^e en chiffres absolus (à la liste précédente, il faut ajouter Saint-Gall et Thurgovie), mais en fait, un des plus faibles de Suisse quand on l'oppose aux quantités conservées et aux défis à relever. Elles sont obligées pour compenser la modestie de leur personnel régulier de recourir en nombre à du personnel stagiaire, mandataire, temporaire et auxiliaire.

Nos prestations: ouvertes aux lecteurs 5 jours par semaine pour 37 heures, les Archives cantonales vaudoises s'emploient à offrir par la rédaction d'inventaires consultables directement en ligne le plus grand nombre de fonds d'archives d'origine officielle et de provenance privée. Elles servent l'ensemble des publics, tout en s'affichant comme un des pôles de la recherche scientifique dans le canton, en raison de leur implantation dans le quartier de la Mouline du campus universitaire de Lausanne. L'usager dispose d'une salle de lecture de 40 places, bénéficie des conseils avisés du personnel et d'une bibliothèque constamment mise à jour. Salle de conférences ou salle de séminaire, réception de groupes et visite des locaux complètent le dispositif d'accueil de l'institution. Depuis 2002, une exposition thématique est organisée, chaque année, dans le hall d'entrée du bâtiment. Des cours de formation sont mis sur pied, depuis 1997, à l'intention du personnel de l'administration cantonale vaudoise et des milieux professionnels.

Nos approches: nous fondons nos pratiques sur les derniers développements professionnels, en particulier dans le domaine de la description archivistique, de la conservation et de la diffusion. L'évaluation est le cœur de nos interventions, en affichant l'élimination comme faisant obligatoirement partie du tri et en nous employant à confirmer nos choix par le déploiement systématique du calendrier de conservation. Notre institution est solidaire des filières de formation en offrant plusieurs places de stage et en s'investissant directement au sein des communautés professionnelles.

Nos défis: si depuis le 1^{er} janvier 2012, le Canton de Vaud est doté d'une loi sur l'archivage (la première de son histoire) et d'un règlement d'application, il n'a pas pour l'heure mis en place une politique globale et concrète en matière d'archivage électronique. La question est cruciale, car elle concerne directement le fonctionnement de l'Etat et les fondements des droits démocratiques. Elle est au bénéfice depuis mars 2012 d'un crédit d'étude de CHF 350 000.-

Nos attentes: il y a urgence à trouver des réponses aux politiques conservatoires et de diffusion des archives. Les modes opératoires en matière de consignation de l'information et les attentes nouvelles dans le domaine de la consultation exigent la rupture avec des pratiques obsolètes et des comportements ataviques de l'administration. Dans la démarche, il faudra tenir compte de l'héritage de dix siècles de documents analogiques, appelés aujourd'hui à être complétés par ceux du patrimoine numérique.

Le schéma directeur de l'information des Archives cantonales vaudoises: un préalable nécessaire

En collaboration avec la Direction des systèmes d'information (DSI), les travaux pour la réalisation du schéma directeur du système d'information des Archives cantonales vaudoises ont été poursuivis en 2010. Après une première phase (juin-août 2009) où il s'était agi de recueillir toutes les informations sur les procédures de travail des Archives cantonales vaudoises, de les décrire et de les modéliser, avec la collaboration de l'ensemble du personnel, réuni en groupes de travail, une seconde phase (avril-juillet 2010) a consisté à dégager les processus métier et à faire valider ce descriptif, puis, sur cette base, à rédiger un diagnostic, qui a clos l'«analyse de l'existant», soit la 1^{ère} étape du schéma directeur.

Afin d'accélérer sa réalisation, le projet a été poursuivi en 2011 avec un groupe de travail restreint, ainsi que l'appui renforcé de la DSI et d'un consultant financé par celle-ci. Cet effort a permis d'aboutir et d'adopter le rapport final en juillet 2011. Celui-ci définit notamment une cible d'architecture logique conçue pour permettre au futur système d'information des Archives cantonales vaudoises de se greffer sur ceux des services en les impactant au minimum.

Le projet a immédiatement débouché sur la rédaction d'une proposition au Conseil d'Etat demandant l'octroi d'un crédit d'étude de CHF 350 000.- destiné à approfondir les conclusions du schéma directeur, traiter les points ouverts, définir les nouveaux processus métier, rédiger les cahiers des charges du nouveau système d'information, évaluer précisément son coût et rédiger l'Exposé des Motifs et Projet de Décret nécessaire (EMPD). Le 14 mars 2012, la demande de crédit a été acceptée, la publication du rapport est planifiée pour août 2013.

Le schéma directeur recommande également la création aux Archives cantonales vaudoises d'un «Pôle numérique» (système de numérisation et coffre-fort numérique), destiné en particulier à numériser les anciens plans cadastraux et à sécuriser les données déjà en possession des Archives cantonales vaudoises [par exemple celles résultant du projet mené avec les représentants de l'Eglise de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours (les «Mormons») ou les 26 300 pages du Journal du bourgmestre Henri de Polier de Vernand (1715-1791), couvrant les années 1754 à 1791].

Un projet d'EMPD sur ce second objet, accordant un crédit d'investissement de CHF 1 630 000, a été rédigé en 2012, le Conseil d'Etat l'ayant transmis le 26 septembre 2012 au Grand Conseil pour son adoption.

Une présence accrue des Archives cantonales vaudoises dans le COSADOCA

Lancé en 2003 à l’initiative des Archives cantonales vaudoises, le COSADOCA (CONsortium de SAuvetage du patrimoine DOcumentaire en cas de CAAtastrophe) s’est concrétisé en 2004 par un accord passé entre les Archives, la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne (BCU-Lausanne) et le Service information scientifique et bibliothèque de l’Ecole polytechnique fédérale de Lausanne.

Conscientes des dommages qu’une catastrophe naturelle ou un accident pourrait entraîner au niveau du fonctionnement des hautes écoles lausannoises, les trois institutions ont décidé d’unir leurs efforts pour garantir à la communauté universitaire, même en cas de sinistre, l’accès à la documentation et aux archives, outils essentiels aux études et à la recherche scientifique.

Outre la mutualisation des ressources matérielles et humaines, le COSADOCA assure, avec les services de sécurité de l’EPFL et de l’Université de Lausanne, les services de défense incendie et secours Chamberonne et de Lausanne et la Protection civile de l’Ouest lausannois, la formation du personnel des trois institutions à l’intervention en cas de sinistre et offre une plate-forme d’information permettant de prévenir et de mieux réagir en cas de sinistre. Il travaille en collaboration étroite avec les organes de la protection civile.

Les principales étapes:

- 1^{er} exercice en commun, le 29 novembre 2005, à Gollion
- inauguration officielle du Consortium, 19 mai 2006
- 26-28 mars 2008: sauvetage en cas de catastrophe dans les bibliothèques et les archives: comment le RFID et les entraînements pratiques permettent d’être plus efficace. Conférence de la section et du programme fondamental IFLA PAC (International Federation of Library Associations and Institutions)
- 2-3 septembre 2008: évacuation et réhabilitation de 75 mètres linéaires d’archives brûlées, mouillées et salies des Archives cantonales vaudoises, dans le cadre d’un exercice d’une durée de 30 heures continues. L’ensemble des opérations a mobilisé 40 collaborateurs de la structure COSADOCA, dont l’ensemble du personnel des Archives cantonales vaudoises, 5 personnes du Service de Défense contre l’Incendie et de Secours de la Chamberonne et 20 de l’Organisation de la Protection Civile-Région de l’Ouest Lausannois. L’exercice a été suivi par 39 invités, dont les deux conseillers d’Etat Jacqueline de Quattro et Philippe Leuba. Le plan catastrophe des Archives cantonales vaudoises a été adapté en fonction de l’enseignement de l’exercice, en particulier en ce qui concerne les procédures de séchage et de congélation des documents. Un reportage photographique a été réalisé par le photographe des Archives cantonales vaudoises et placé sur le site du COSADOCA.
- 2009 (BCU-Lausanne), 2010 (formation théorique et pratique aux Archives cantonales vaudoises: compréhension des phénomènes de dégradation et impact des techniques de sauvetage), 2011 (Archives cantonales vaudoises, évacuation des grands et hors formats et des pondéreux), 2012 (BCU-Lausanne: simulation d’un gros sinistre touchant les collections situées dans le Palais de Rumine sur la place de la Riponne).
- 2011, 11 décembre: nouvel écran pour le site du COSADOCA: www.cosadoca.ch

Cinq ans d’activité en quelques chiffres

Les relations avec les producteurs d’archives et les versements

L’activité d’un service d’archives s’étend loin en amont de sa salle de lecture - ou de son site Internet. En cinq ans, les archivistes ont ainsi effectué 470 visites dans les services et offices de l’administration cantonale et de l’Ordre judiciaire, afin de conseiller ceux-ci, d’y évaluer les documents produits et de les sélectionner. Ils ont achevé pendant cette période la formation de 131 préposés à la gestion des archives et la validation de 46 calendriers de conservation (instruments de gestion des archives). Après contrôle, l’élimination de 14 820 mètres linéaires (m.l.) de documents sans intérêt historique a été autorisée et 1 787 m.l. versés aux Archives cantonales vaudoises pour y être archivés définitivement (soit 11 % de la masse évaluée). En matière d’archives privées, 132 visites auprès de particuliers, d’associations ou d’entreprises ont abouti à la donation, parfois au dépôt, d’un total de 1 365 m.l. de documents de toutes natures (des manuscrits de Jean Villard-Gilles - dont *La Venoge* - aux archives de plusieurs partis politiques, en passant par le fonds photographique du groupe Edipresse, par exemple), concernant 235 fonds différents, dont 76 nouveaux.

Le traitement des fonds d’archives

Les 438 nouveaux inventaires produits (244 de fonds officiels, 177 de fonds privés et 17 de fonds anciens ou divers) ont totalisé 19 521 pages. En 5 ans, le taux d’inventorisation est ainsi passé de 87 à 98 %, seuls 78 fonds étant encore dépourvus d’inventaire détaillé (en principe entrés récemment, ils font l’objet de notices descriptives sommaires). Ces inventaires sont créés directement à partir de la base de données DAVEL, consultable sur Internet, dans laquelle 98 832 nouvelles notices descriptives de tous niveaux (pièce, dossier, série, fonds) ont été saisies pendant la même période, permettant de franchir la barre des 200 000 notices au total. Parallèlement, plus de 2 000 inventaires anciens, dactylographiés ou sur traitement de texte, sont progressivement ressaisis ou migrés dans la base: de 28 % en 2008, la proportion des inventaires entièrement informatisés est ainsi passée à 63 % en 2012; les 37 % restants sont tout de même consultables en ligne, ayant tous été copiés au format PDF. Par ailleurs, une deuxième base de données, PANORAMA, contient 195 000 notices décrivant les documents antérieurs à 1961 conservés dans les communes vaudoises.

8 660 boîtes d’archives et 51 745 enveloppes en matériel non-acide avec réserve alcaline ont été utilisées pour protéger les documents, tandis que notre institution subissait 2 inondations et 1 incendie... fictifs, dans le cadre d’exercices d’intervention en cas de catastrophe.

La consultation

11 273 personnes différentes ont effectué 30 346 consultations, dont 23 701 en salle de lecture, les archivistes ayant par ailleurs rédigé 4 535 réponses scientifiques à des demandes d’information et répondu plus simplement, par téléphone, à 2 110 autres demandes. Pas moins de 125 676 unités documentaires (boîtes, registres ou autres) ont été consultées en salle, dont 29 869 microfilms, et le site Internet a été consulté à 252 751 reprises. 1 781 personnes ont effectué des visites guidées de l’institution, en 93 groupes.

29 % des usagers des Archives cantonales vaudoises sont étudiants ou écoliers, 45 % actifs professionnellement et 26 % retraités, mais la motivation de leur recherche est à 44 % le loisir, à 31 % l’étude et à 25 % un besoin professionnel. Sur le «podium» des objets de recherche, on trouve la généalogie (26 %), les demandes de copies d’actes officiels pour des besoins administratifs (21 %) et l’histoire du 20^e siècle (12 %).

Le flot continu de versements et d’acquisitions d’archives

En cinq ans, les Archives cantonales vaudoises ont reçu un peu plus de 3 kilomètres linéaires de documents. Bien que considérable, cette masse résulte d’un processus d’évaluation et de sélection rigoureux, fondé pour les fonds officiels sur une législation et une réglementation détaillées et pour les fonds privés sur des contacts approfondis avec les propriétaires des fonds, aboutissant à la conclusion d’une convention de donation ou de dépôt.

Les fonds officiels

Toutes les autorités cantonales, législatives, exécutives et judiciaires, ainsi que tous les services, offices, etc. qui leur sont subordonnés sont tenus de proposer aux Archives cantonales vaudoises l’ensemble des documents qu’ils produisent ou reçoivent, dès que ceux-ci ne sont plus nécessaires pour traiter les affaires ou attester ce traitement; ils ont aussi l’interdiction de les éliminer sans l’autorisation des Archives cantonales vaudoises. Le tri est sévère, puisqu’un peu plus de 10% des documents seulement sont finalement conservés.

Les plus volumineux versements résultent notamment des réorganisations territoriales liées au passage de 19 à 10 districts ou aux réformes de l’organisation judiciaire: les Registres fonciers ont versé pas moins de 687 mètres linéaires (m.l.) de registres et fiches relatifs aux propriétés, servitudes, etc.; les ex-Registres du commerce de district 142 m.l. de dossiers d’entreprises disparues; les Préfectures 106 m.l. de dossiers concernant notamment les relations avec les communes, les questions de logement et les manifestations. Parmi les 176 versements différents, on peut citer, à titre d’exemples et pour illustrer leur extrême diversité: les archives de l’Assemblée constituante 1999-2003; celles du Grand Conseil pour tout le dernier quart du 20^e siècle; des dossiers sélectionnés de la Police judiciaire; ceux des réformes successives de l’enseignement, de 1950 au projet EVM; des registres de l’Etat civil; des plans de l’Office de l’information sur le territoire pour tout le canton; trois-quarts de siècle de jugements des différentes cours du Tribunal cantonal; des dossiers du Service des affaires culturelles touchant aux beaux-arts, au cinéma, à la danse, à la musique, au théâtre, etc.; les actes authentiques des notaires ayant cessé leur activité (dont le total conservé aux Archives cantonales vaudoises et couvrant la période 1360-2012 dépasse 1 500 m.l.)...

Les fonds privés

Les Archives cantonales vaudoises ont également pour mission de rechercher, collecter et mettre à disposition du public des fonds d’archives provenant de personnes physiques ou morales privées et qui ont un lien significatif avec le canton de Vaud. Ces personnes étant entièrement libres de disposer à leur guise de leurs archives, ce sont par des contacts personnels et les réseaux les plus divers que les Archives cantonales vaudoises obtiennent la donation, éventuellement le dépôt des documents présentant un intérêt historique. La sélection est aussi rigoureuse que pour les fonds officiels.

Les documents ainsi obtenus ces cinq dernières années sont également des plus divers, touchant à tous les domaines: politique, social, économique, culturel, sportif, etc. Les 308 entrées de la période (variant de quelques centimètres à plus de 100 mètres linéaires) comprennent par exemple des fonds d’artistes (Jean Villard-Gilles, Jack Rollan, Roger et Céline Volet), de professeurs (René Berger, Edmond Gilliard, Paul Hauduroy, André Lasserre, Carl-Albert Keller, Paul-Louis Pelet), de nombreuses familles (famille Mercier de Lausanne), d’entreprises (Charles Veillon SA, Edipresse Publications SA, Société vaudoise de secours mutuels), d’institutions (Ecole d’études sociales et pédagogiques, Sanatorium universitaire de Leysin), d’associations (Fédération romande de la presse, Syndicats vaudois à l’origine d’UNIA, Valdesia, Société pédagogique vaudoise)...

La densification des locaux: une étape obligée et intermédiaire

Retardée durant plusieurs années en raison des contraintes budgétaires, la densification des locaux d’archives en 2006-2008 a permis de débloquer une situation critique, tout en étalant les dépenses. Elle a privilégié des équipements mobiles (augmentation de 60% des capacités de stockage des locaux concernés), standard, sans luxe particulier et aisément combinables. Des parties importantes de l’équipement d’origine du bâtiment ont pu être récupérées.

Au moment du dépôt de la demande, les chiffres à considérer étaient impressionnants. En effet, entre novembre 1996 et juillet 1998, les Archives cantonales vaudoises avaient conduit une double enquête systématique sur l’archivage dans l’administration cantonale et l’Ordre judiciaire vaudois. Les résultats avaient révélé que 46 500 mètres linéaires (ml) d’archives étaient dispersés dans les locaux des secteurs d’activité de l’administration cantonale et de l’Ordre judiciaire vaudois dont 28 799 ml dans les services des sept départements. Après évaluation, il a été estimé que 15 500 ml d’archives devaient être versés aux Archives cantonales vaudoises.

Entre décembre 2006 et mai 2008, les Archives cantonales vaudoises ont équipé 12 locaux de stockage («cellules») de rayonnages mobiles en remplacement des rayonnages fixes datant de l’ouverture du bâtiment en 1986. La capacité de conservation a été portée ainsi de 32 000 ml à plus de 44 000 ml. Le crédit d’ouvrage de CHF 1 770 000.-, voté par le Grand Conseil le 27 mars 2006, a été scrupuleusement respecté.

Les travaux de densification ont permis de rapatrier 1 000 ml d’archives conservés dans un dépôt loué temporairement par les Archives cantonales vaudoises, à Renens, de réorganiser complètement la localisation des fonds d’archives. Il a fallu déménager plus de 7 500 ml d’archives d’un étage à l’autre, le solde restant disposé à immédiate proximité des cellules à transformer. En densifiant la deuxième cellule d’abri de biens culturels, les sections anciennes qui n’avaient pas trouvé place dans la première (soit les sections A, B, C et H) ont pu bénéficier de cette protection renforcée, ainsi que quelques autres fonds particulièrement précieux. Des aménagements sur mesure ont permis d’installer au sein des nouveaux rayonnages mobiles le fonds photographique d’Edipresse Publications S.A. Une «cellule» a été entièrement équipée de meubles à plans, de rayonnages pour les documents grand et hors formats n’entrant pas dans les tiroirs A0 et de cadres sur lesquels peuvent être accrochés les cartes et plans conditionnés en rouleaux de grand diamètre, le tout disposé sur des chariots mobiles autorisant une densification maximum. L’atelier de restauration a accompagné les travaux par la création de matériel de conditionnement ad hoc.

La seconde étape prévue vers 2014-2015 concernera les 6 cellules du niveau 4 et une cellule au niveau 1, qui conservent temporairement leurs rayonnages fixes. La capacité totale du bâtiment sera portée alors à 50 000 ml. L’étape suivante sera la construction à l’ouest d’un nouveau bâtiment, accolé à l’actuel. Les demandes de surfaces supplémentaires des Archives cantonales vaudoises s’inscrivent dans le mouvement général des besoins de nouveaux espaces de conservation. C’est ainsi que plusieurs cantons ont été amenés à construire de nouveaux bâtiments d’archives: Zurich, Uri, Bâle-Campagne, Lucerne et Tessin. Certains ont transformé lourdement des bâtiments existants: Archives fédérales suisses, Soleure, Grisons, Jura, Berne et Thurgovie. Enfin, d’autres ont fait bénéficier les Archives d’espaces pris dans le cadre de la construction de nouveaux bâtiments pour loger leur administration (Argovie, Zoug, Nidwald et Fribourg) ou ont accordé des surfaces délocalisées supplémentaires (Bâle-Ville, Genève, Neuchâtel, Saint-Gall et Bâle-Campagne).

Le calendrier de conservation, au cœur du dispositif de l’archivage

En septembre 2006, les Archives cantonales vaudoises ont fait adopter le *Recueil des règles de conservation des archives de gestion*, applicable à l’ensemble de l’administration cantonale. En octobre 2007, elles ont lancé le déploiement systématique du calendrier de conservation des archives d’opération. La démarche doit être terminée en décembre 2012.

Mettre en place une politique d’archivage dans l’administration cantonale vaudoise, c’est s’interroger sur la gestion des risques encourus par l’unité de travail dans ses activités quotidiennes du point de vue de ses archives courantes. C’est aussi respecter les contraintes légales et réglementaires, garantir la maîtrise des processus et de l’organisation générale de l’information. C’est enfin la conservation d’archives à des fins historiques, en fait une part fortement réduite de la production totale. Il s’agit de trouver des équilibres entre les finalités d’utilisation administrative (la dimension de preuve demeure dans les archives définitives) et les finalités patrimoniales (les archives témoignent et sont des sources nécessaires à la recherche scientifique).

L’évaluation comme fonction de gestion et comme fonction archivistique relève de l’apologie, selon l’interprétation qui en est faite, de la conservation raisonnable ou de l’élimination raisonnée. Elle fait de l’archiviste le nouveau Noé qui, face à son arche (le mot a d’ailleurs longtemps désigné le contenant des archives), ne peut pas tout emporter; il doit se résoudre à sélectionner, à prendre ce qui fait sens, «civilise» et rend compte pour aujourd’hui et demain de la production d’un secteur d’activité. Il dispose à cette fin d’un GPS qui est le calendrier de conservation, qui s’oppose aux affirmations des défenseurs du tout Mémoire, du tout conserver, par pure idéologie.

La politique d’archivage doit être définie dans un cahier des charges, transparent, évolutif et adopté par les autorités. Elle peut bénéficier aujourd’hui d’un cadre normatif important et de standards en matière d’archivage électronique. Il n’empêche que le préalable à toutes les opérations demeurera de décider ce qui relève de l’archivage définitif, électronique ou non, et ce qui est à terme éliminé.

C’est pour ces raisons que le calendrier de conservation constitue, aux côtés du plan de classement, un atout important de l’organisation des archives. La suprématie à terme des données informatiques ne le relègue pas pour autant aux oubliettes, elle nécessite bien plus son adaptation, commande des ajustements. L’établissement du calendrier de conservation exigera toujours l’approche collaborative, centrée dans ce contexte sur le trinôme: archiviste, informaticien et producteur d’archives. Mais le succès de la démarche dépendra fondamentalement de l’appui politique au plus haut niveau et de l’engagement direct des responsables des organismes producteurs d’archives.

Dans ce contexte, le calendrier de conservation est appelé à être un instrument conceptuel et concret, l’emblème des nouvelles politiques à développer, si l’on entend que les archives demeurent des informations utilisables et utilisées, autrement dit des ressources informationnelles. Son existence manifeste tout à la fois une réflexion d’ensemble sur l’organisation du flux documentaire, une recherche d’efficacité, de fiabilité et d’économie de l’action administrative, et une volonté de dialogue et de collaboration avec les Archives cantonales vaudoises. Tous ces éléments sont désormais consignés dans le dossier thématique de l’année 2011 *Le calendrier de conservation. Le cœur de la politique d’archivage des Archives cantonales vaudoises*, paru en septembre 2012.

Les inventaires, l’indispensable outil de promotion des archives

Même si l’archivage est une fonction permanente de l’administration, il faut des situations de crises politiques (fonds juifs, stérilisation des handicapés mentaux, soutien de la politique de l’apartheid de l’Afrique du Sud, commerce des esclaves) et des catastrophes particulières (feu, inondation, vol, destructions intempestives) pour qu’il se révèle comme essentiel. L’Etat doit prouver son fonctionnement non seulement aujourd’hui, mais aussi dans 50 ans ou plus tard quand on lui demandera, au nom de la transparence et de l’évaluation historique des événements, ce qui a justifié sa politique. Les archives courantes sont des données obligées du fonctionnement administratif, les archives historiques des données de référence de l’administration qui poursuit son cours. L’inventaire constitue le cœur du dispositif des Archives cantonales vaudoises en termes de conservation, de sécurisation et de valorisation des archives. Il est l’allié indispensable de toute politique de collecte et de versement d’archives. Il ne suffit plus d’accueillir des fonds d’archives, il faut encore manifester que le fonds d’archives existe et peut être exploité.

En 1995, les arriérés avaient été estimés en fait à 22 ans par l’opération Orchidée II. Un état exact du classement des fonds d’archives a été publié pour la première fois dans le *Rapport d’activité des Archives cantonales vaudoises 2003*. Il est mis désormais à jour, chaque année. Aucun dépôt d’archives en Suisse ne suit cette pratique, dans sa forme publique.

Au 1^{er} mars 2007, sur les 2 367 fonds d’archives que les Archives cantonales vaudoises conservaient alors, en dehors des sections des Archives anciennes et des collections (A à J et M, en principe entièrement inventoriées) ainsi que des archives officielles dès 1803 classées thématiquement (section K), 300 n’étaient pas alors inventoriés. Cinq ans plus tard, sur les 2 547 fonds aux Archives cantonales vaudoises, 97 n’ont pas d’inventaire. Les mêmes chiffres se retrouvent si on prend en compte l’ensemble des fonds qui sont consultables au travers de la base de données DAVEL (Description des Archives cantonales Vaudoises sous forme ELectronique), au 17 août 2012:

Objet	Nombre	%	Notes
Fonds et collections	3 465	100	Sans compter 249 notices fantômes qui signalent des fonds éliminés ou reclassés.
Fonds avec un inventaire PDF extrait de DAVEL	2 180	63	
Fonds avec un inventaire PDF créé en dehors de DAVEL	1 195	35	Dont 498 collections de parchemins (14%) avec un inventaire sommaire.
Fonds avec un inventaire PDF	3 375	98	Sans compter 12 fonds qui, entièrement décrits dans DAVEL au niveau du fonds, n’ont pas d’inventaire PDF
Fonds non inventoriés	78	2	

Entre 2007 et 2012, 19 521 pages d’inventaire ont été rédigées, 2 400 pages d’inventaires existants ont été remaniées. Depuis 1996, ce sont plus de 66 500 pages qui ont été écrites pour plus de 1 680 fonds. Chaque inventaire suit la norme générale et internationale de description archivistique ISAD(G).

Parmi les fonds emblématiques de l’administration, ceux du Registre foncier

Le Registre foncier renseigne sur les titres de propriété, l’inscription de servitudes, l’existence d’une cédule hypothécaire. Avant de constituer un objet de recherche historique, il a une valeur juridique et administrative primordiale, et son usage se révèle être un acte courant, y compris pour le particulier, propriétaire foncier, géomètre, architecte, etc.

Jalons historiques

En 1803, la tenue du cadastre est confiée au receveur qui peut ainsi percevoir les divers impôts liés à la propriété et au droit de mutation. Le contrôle des hypothèques est, quant à lui, attribué aux greffiers de paix et des tribunaux de districts. Par la suite, la réorganisation du contrôle des hypothèques en 1840 entraîne la nomination dans chaque district d’un conservateur des charges immobilières dirigeant un office appelé «Contrôle des charges immobilières». La césure importante a lieu en 1886. En effet, dans le canton de Vaud, jusqu’en 1886, le cadastre demeure essentiellement fiscal et ne fait pas preuve de propriété. C’est le 1^{er} octobre 1886 que les compétences du conservateur des charges immobilières et celles du receveur pour ce qui concerne le cadastre sont réunies dans la fonction du conservateur des droits réels qui deviendra en 1912 le conservateur du registre foncier.

Le Registre foncier a été de la compétence cantonale jusqu’à l’introduction du Code civil fédéral en 1912, lequel consacre alors le Registre foncier fédéral tenu selon le système d’une fiche / feuillet par parcelle. De manière transitoire, le Registre foncier cantonal est resté en vigueur, la loi de 1918 prévoyant l’introduction du Registre foncier fédéral pour les communes dont la mensuration cadastrale sera ordonnée. L’introduction systématique du Registre foncier fédéral a été déclenchée par les réunions parcellaires lancées dans les années 1950. Les communes touchées ont alors été les premières à passer au Registre foncier fédéral avant que ce système ne s’étende au reste du canton.

Si, dès 1886, il y a un conservateur dans chaque district, les bureaux de plusieurs districts ont été fermés et réunis à d’autres depuis 1993 (Rolle / Aubonne, Moudon / Oron / Payerne / Avenches, Grandson / Yverdon / Orbe / La Vallée / Echallens, Morges / Cossonay, Aigle / Vevey). En 2012, il reste 8 offices (Aubonne / Rolle (à Tolochenaz), Nyon, Morges (à Tolochenaz), Yverdon-les-Bains, Moudon, Lausanne, Cully, Vevey) et un bureau détaché à Château-d’Oex.

Les documents du Registre foncier aux Archives cantonales vaudoises

Si tous les documents du Registre foncier jusqu’à la fin du XIX^e siècle se trouvent aux Archives cantonales, il n’en n’est pas de même pour la suite. Hormis les feuillets fédéraux, lesquels ont tous été versés aux Archives cantonales, deux Registres fonciers, lesquels n’ont pas suivi le nouveau découpage des districts, disposent encore de l’entier des documents concernant leur territoire à partir du début du XX^e siècle. Il s’agit des Registres fonciers d’Oron et du Pays-d’Enhaut. S’agissant des autres anciens districts, les Archives cantonales ont reçu des versements ayant les dates extrêmes les plus récentes suivantes: Aigle (1979), Aubonne (2000), Avenches (2000), Cossonnay (1981), Echallens (1980), Grandson (1999), Lausanne (1970), La Vallée (1999), Lavaux (1970), Morges (2005), Moudon (1998), Nyon (1997), Orbe (1999), Payerne (2000), Rolle (2002), Vevey (1966), Yverdon (1999).

Les documents du Registre foncier aux Archives cantonales, classés dans la section G et les sous-sections S et SB, représentent 1 851 mètres linéaires, soit un accroissement de 687 mètres linéaires depuis 2007.

Visiteurs

Période	Nombre de visiteurs différents consultant chaque mois le site PANORAMA (moyenne)
2007	1 943
2008	1 851
2009	2 704
2010	1 788
2011	2 147
2012 (janvier-avril)	2 756

Pages visitées

Période	Nombre de pages (moyenne)	
	Par mois	Par jour
2007	15 357	503
2008	12 821	423
2009	65 500	2 449
2010	39 722	1 306
2011	45 277	1 489
2012 (janvier-avril)	59 315	1 961

Durée des visites

2009 (depuis 26 mai)	177 s.	80 %	15 %	4 %	0.7 %
2010	203 s.	78 %	15 %	5 %	0.8 %
2011	212 s.	80 %	12 %	6 %	0.7 %
2012 (janvier-août)	163 s.	86 %	8 %	4 %	0.8 %

Nombre de pages consultées par visite

Période	Nombre de pages par visite (moyenne)
2007	6
2008	6
2009	21
2010	19
2011	13
2012 (janvier-avril)	11

La consultation de la base Panorama 1, des chiffres stimulants

Inventaires mis en ligne

Depuis novembre 2003, la base de données Panorama 1, qui comprend les inventaires des Archives communales vaudoises avant 1961, est accessible sur Internet. Depuis le 8 mai 2009, ces données, soit 195 000 notices d’inventaires sont publiées sur Internet dans une nouvelle application.

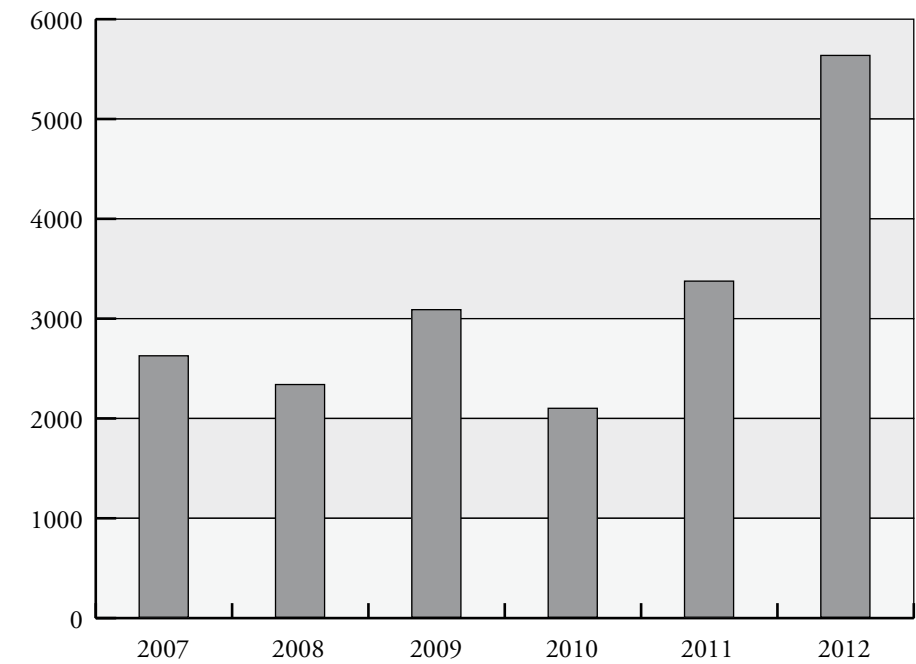
Tendance générale

Malgré une évolution irrégulière, la consultation du site a augmenté sensiblement entre 2007 et avril 2012. En moyenne mensuelle:

- le nombre de visiteurs différents par mois a augmenté de 42 %
- le nombre de visites a augmenté de 115 %
- le nombre de pages visitées a augmenté de 286 %

Visites

Période	Nombre de visites (moyenne)	
	Par mois	Par jour
2007	2 619	64
2008	2 331	61
2009	3 081	101
2010	2 093	59
2011	3 367	111
2012 (janvier-avril)	5 628	186



Le service au public en salle de lecture: le souci du confort de la recherche

Si la topographie de la salle de lecture n’a pas connu de changement, ces cinq dernières années, une attention régulière a été portée toutefois à l’amélioration de l’environnement de travail des usagers ainsi qu’à la mise en valeur des documents mis à disposition.

En 2007, le parc de chariots destinés au transport des documents en salle de lecture a été entièrement renouvelé. Les nouveaux chariots (60 unités dont 20 pour le transport des grands formats) ont été conçu de façon à avoir leur plateau supérieur exactement au même niveau que les tables de la salle de lecture, ce qui permet d’éviter des chocs et dégâts lors des transferts de l’un à l’autre.

La signalisation et le plan de classement de la bibliothèque ont été mis à jour. De nombreuses cotes ont été modifiées afin de rapprocher des ouvrages portant sur des sujets apparentés. En divers points de la salle, de nouveaux éléments de signalétique ont été introduits permettant aux lecteurs de mieux se repérer. Le déplacement de présentoirs du hall d’accueil à la salle de lecture a permis une meilleure mise en avant des nouvelles acquisitions de la bibliothèque.

En octobre 2010, l’ouverture de la base de donnée DAVEL (Description des Archives cantonales Vaudoises sous forme ELectronique) a permis au public d’accéder à distance comme en salle de lecture à la description de pratiquement 100 % des fonds d’archives conservés aux Archives cantonales vaudoises. Cette ouverture ne remet toutefois pas en cause l’existence d’inventaires sous forme imprimée. La base de donnée DAVEL permet l’extraction automatique des données au format PDF, sous une forme quelque peu différente de celle connue jusqu’alors. Cette nouvelle mise en page ainsi que l’accroissement constant des fonds d’archives ont conduit à l’accroissement d’une dizaine de mètres linéaires de la zone dévolue à la mise à disposition des inventaires imprimés.

Pour favoriser l’usage de ces nouveaux outils informatiques, le réseau wifi a été installé dans l’ensemble du bâtiment. Cette installation profite aussi au public de la salle de lecture qui peut ainsi se connecter à la base de données DAVEL à l’aide de son propre matériel. L’accès à Internet a aussi été facilité dans la salle de lecture par la mise à disposition de deux nouveaux ordinateurs fixes ainsi que de deux bornes informatiques d’informations identiques à celles qui se trouvent dans l’ensemble des bâtiments de l’Université de Lausanne.

En 2011, la salle de conférences attenante à la salle de lecture a été sonorisée et équipée d’un vidéo projecteur (*beamer*) fixe et de micros baladeurs, de manière à accroître les possibilités de présentation multimédia lors de séminaires et conférences.

Les chiffres sont éloquentes, la demande de photocopies a singulièrement chuté en quelques années, au profit de prises de vue numériques que les usagers effectuent eux-mêmes, sauf dans les cas où il existe des réserves de consultation. A la suite de l’adoption de la loi sur l’archivage, le 14 juin 2011, les nouveaux délais de consultation ont été inscrits dans la base de données DAVEL et sur les pages de titre de tous les inventaires.

Enfin, depuis l’année 2011, il est demandé aux usagers de se nettoyer les mains à l’aide d’un gel désinfectant avant d’entrer dans la salle de lecture. Cette mesure d’hygiène vise également à préserver les documents consultés et à mieux associer les usagers aux démarches de conservation entreprises par l’institution.

La salle de lecture virtuelle ou DAVEL sur Internet octobre 2010 - août 2012

Depuis l’ouverture de DAVEL sur Internet en octobre 2010, la quasi-totalité (plus de 95 %) des inventaires des Archives cantonales vaudoises sont consultables en ligne sous deux formes:

- 1) dans une forme traditionnelle à l’intérieur d’un fichier PDF attaché à la description du fonds d’archives correspondant;
- 2) dans une structure de base de données hiérarchique, avec des outils de navigation et des vues sur l’arborescence du plan de classement.

Tous les inventaires sont présentés dans la forme traditionnelle, tandis que la proportion des inventaires structurés dans la base de données tend à augmenter de mois en mois et se situe aujourd’hui à hauteur de 63 % (28 % à l’ouverture du site en 2010).

Tendance générale

La consultation des inventaires des Archives cantonales vaudoises sur Internet est en constante et régulière augmentation depuis l’ouverture du site DAVEL en octobre 2010.

Entre octobre 2010 et août 2012 en moyenne mensuelle:

- le nombre de visiteurs différents par mois a augmenté de 83 %
- le nombre de visites a augmenté de 146 %
- le nombre de pages visitées a augmenté de 56 %
- la volume d’inventaires téléchargés (en Go) a augmenté de 71 %

Visiteurs

Période	Nombre de visiteurs différents consultant chaque mois le site DAVEL (moyenne)
2010 (octobre-décembre)	2 343
2011	2 678
2012 (janvier-août)	4 290

Visites

Période	Nombre de visites(moyenne)	
	Par mois	Par jour
2010 (octobre-décembre)	3 017	98
2011	3 874	127
2012 (janvier-août)	7 412	243

Pages visitées

Période	Nombre de pages(moyenne)	
	Par mois	Par jour
2010 (octobre-décembre)	52 720	1 719
2011	46 325	1 523
2012 (janvier-août)	81 685	2 678

Panorama 2: projet d’une plate-forme Internet dynamique en faveur des Archives communales vaudoises

2009: consultation concernant la mise à jour de Panorama 1, produit phare des Archives cantonales vaudoises

La base de données Panorama 1 (*www.panorama.vd.ch*) offre à chacun l’accès aux inventaires des archives historiques de toutes les communes vaudoises. Depuis sa création à l’occasion du Bicentenaire du canton de Vaud en 2003, sa popularité n’a jamais été démentie. En 2011, plus de 2 100 visiteurs différents consultaient le site chaque mois.

Toutefois, en raison des moyens techniques utilisés, il n’a pas été possible d’en mettre à jour le contenu. De ce fait, les informations accessibles par Panorama 1 perdent progressivement leur valeur, puisque depuis 2003 de nombreux inventaires ont été complétés ou repris de fond en comble. C’est pourquoi les Archives cantonales vaudoises ont mené en 2009 une consultation pour vérifier si la mise à jour de Panorama 1, aussi bien de son infrastructure technique que de son contenu, correspondait à un besoin des archivistes communaux.

2010-2011: réalisation d’une étude

De 2010 à 2011, une étude menée par un groupe d’archivistes communaux sous la coordination des Archives cantonales vaudoises, a recensé les besoins des communes, tout en recherchant les moyens techniques pour y répondre. En conclusion de cette étude, il a été proposé de créer une nouvelle plateforme Internet, Panorama 2, avec les exigences suivantes:

- saisie et mise à jour aisées des inventaires des Archives communales par les préposés communaux aux archives (professionnels ou non);
- respect des normes archivistiques;
- publication des documents numérisés (photographies ou documents historiques);
- recherches facilitées pour tous les publics;
- sécurisation des données d’inventaire.

Sur la base de ces besoins, l’étude a identifié le logiciel Open Source nommé ICA-AtoM, créé sous l’impulsion du Conseil International des Archives et offrant un bon rapport entre ses fonctionnalités, ses coûts et les possibilités de développement à moyen terme.

2012: état du projet

Après une phase de test du logiciel, un groupe de communes s’est réuni pour financer la création d’une plate-forme partagée faisant usage du logiciel ICA-AtoM. Parallèlement, un groupe de travail des utilisateurs de celui-ci s’est constitué au sein de l’Association vaudoise des archivistes, visant à mettre en place un manuel et des directives pour s’assurer d’une pratique commune sur ce logiciel. Les Archives cantonales soutiennent ces réalisations, par la participation concrète aux séances et en apportant leurs conseils et leur expertise.

Cette première étape, encore modeste puisqu’elle ne permet pas encore de remplacer entièrement la base Panorama 1, constitue cependant une évolution fondamentale puisqu’elle concrétise les recommandations de l’étude de 2010-2011 tout en permettant d’affermir la solidarité entre les différents acteurs responsables de la conservation et de la gestion des Archives communales.

La consolidation: un concept intermédiaire de l’atelier de restauration

Depuis 2010, l’atelier de restauration a développé une nouvelle technique pour renforcer les documents de façon à pouvoir les numériser. La numérisation nécessite en effet un passage des feuilles entre deux plaques de verre et les documents en mauvais état ne supportent pas ce traitement sans avoir préalablement été «consolidés» par l’atelier.

Le document est alors photographié et décrit dans un rapport d’état sanitaire, puis seul le contenu écrit est pris en considération. La reliure, la couverture et la couture restent en l’état.

Les pages endommagées sont passées sur une petite table aspirante triangulaire (un prototype grand format à été réalisé pour les besoins de l’institution) où l’on applique des papiers japon de différentes épaisseurs à l’aide de colles spéciales. Les fragments de pages sont remis si possible en place ou sont conservés séparément dans des enveloppes.

Traitements appliqués en général: nettoyage à sec au pinceau et à la gomme, comblement et stabilisation des lacunes et des pages avec du papier japon RK 2 et RK O. Utilisation de la colle réversible Klucel G diluée entre 3 et 4 % dans de l’alcool 95 % + 5 % d’Isopropanol IPA. Application éventuelle de la colle d’amidon Zin Shofu pour renforcer les zones sans texte. Désinfection des zones moisies à l’aide d’éthanol à 70 % et d’eau déminéralisée.

Mesures de conservation: fabrication d’une boîte de protection sur mesure dans l’attente d’une future restauration.

Description du document à consolider en vue d’une numérisation: date du début des travaux; numéro d’entrée; photographies; cote; titre; datation; format; matière; pagination, foliotation; dommages au support et à l’écriture; traitements appliqués: amidon Zin Shofu, mesures de conservation; date de fin des travaux; auteur du travail.

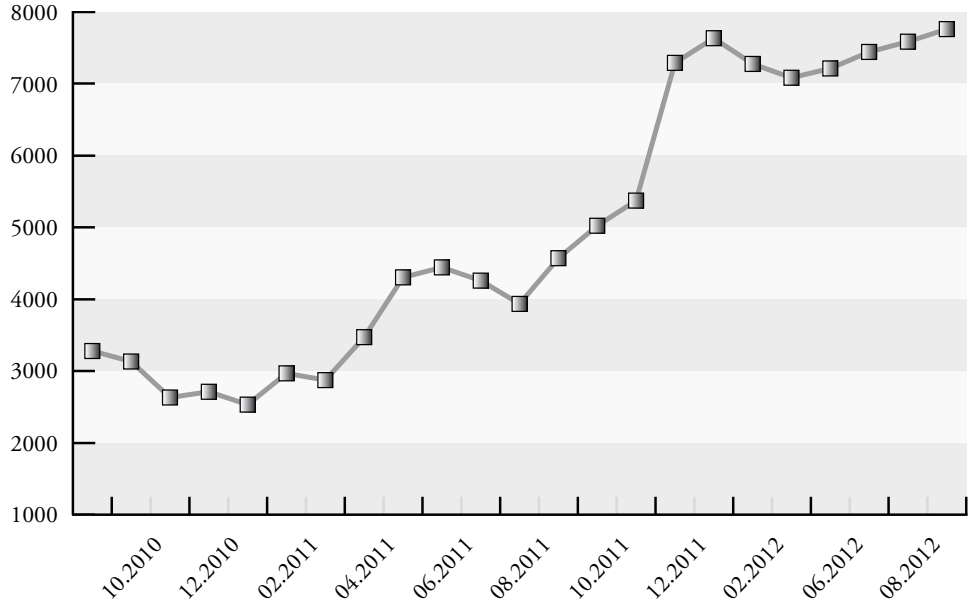
Si entre 2007 et 2012 ces travaux de consolidation ont constitué le fil rouge des activités de l’atelier, les tâches de conditionnement des documents, notamment des grands et hors formats, ont continué à un rythme élevé, en raison des nombreux versements et acquisitions de fonds d’archives. Il a fallu en particulier préparer et accompagner les travaux de la densification des locaux, principalement entre janvier et novembre 2007: changement des contenants, regroupement des grands et hors formats, sélection des documents et des fonds qualifiés «biens culturels». Une «cellule» exclusivement réservée aux grands et hors formats des fonds d’archives officielles, équipée d’un mobilier mobile correspondant, est disponible depuis 2008. Elle permet d’optimiser les conditions générales de conservation et de faciliter l’exploitation des documents. Ainsi, la section des affiches a été entièrement reconditionnée en 2010 et son rangement reconfiguré.

Avec la diminution de 0,25 ETP des ressources humaines de l’atelier de restauration (depuis 2008, deux personnes se partagent ainsi 0,75 % ETP), il a fallu recourir à des mandataires pour faire face aux exigences du secteur.

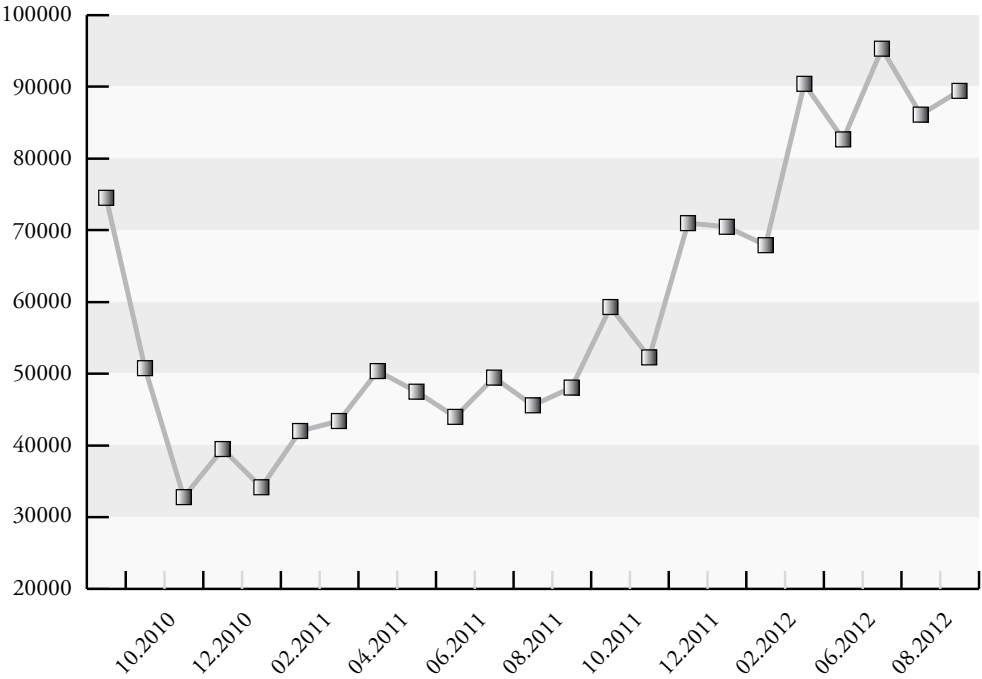
L’atelier de restauration a également accueilli des stages en restauration-conservation.

A plusieurs reprises, la restauratrice principale a été appelée, en compagnie de l’archiviste concerné, pour expertiser les états sanitaires de locaux d’archives des communes ou de l’administration cantonale.

Nombre de visites par mois



Nombre de pages visitées par mois



Caractéristiques de la consultation

Durée des visites

De manière générale cette durée est très faible, sur les 3 années une visite moyenne dure 236 secondes et 81 % des visites durent moins de 2 minutes, 11 % de 2 à 15 minutes, 8,5 % de 15 minutes à 1 heure et 1,6 % plus d'une heure. Sur la durée ces chiffres sont très stables et tendent à s'infléchir légèrement.

Période	Durée moyenne	0-2 mn	2 - 15 mn	15mn - 1 h	1h +
2010 (octobre-décembre)	258 s	77,8 %	14,1	6,1	1.6
2011	231 s	82,1 %	10,2	5,7	1.7
2012 (janvier-août)	218 s	84,3 %	8,8	5	1.6

Ces chiffres sont sans doute trompeurs. En effet, expérience faite, les moteurs de recherche sur Internet indexent généralement mieux les données d'inventaire éditées sur les fichiers PDF liés à DAVEL que les données structurées contenues dans les champs de la base de données. Autrement dit, le consultant qui passe par un moteur de recherche (environ 30 à 50 % des visites) accèdera le plus souvent directement aux fichiers attachés et la durée de cette visite sera celle très brève de son téléchargement. L'usage fréquent des fichiers d'inventaire attachés à la base de données transparaît dans le volume important de données téléchargées (en moyenne plus de 8 Go par mois en 2012). Ce volume dépasse actuellement nettement celui de l'ensemble des inventaires attachés à DAVEL (6.3 Go).

Volume des inventaires téléchargés

Période	Bande passante (moyenne en Go)	
	Par mois	Par jour
2010 (octobre-décembre)	4,78	0,16
2011	5,01	0,17
2012 (janvier-août)	8,17	0,27

Nombre de pages consultées par visite

Ce nombre est relativement faible et constant, il se situe autour de 12 pages par visite, il a été plus élevé durant les premiers mois qui ont suivi l'ouverture du site.

Période	Nombre de pages par visite (moyenne)
2010 (octobre-décembre)	17
2011	12
2012 (janvier-août)	11

Interprétation des chiffres

A la lecture de ces chiffres, il semblerait que les personnes qui consultent le site ne s'y attardent pas trop et se contentent d'informations glanées rapidement ou bien préfèrent consulter les inventaires dans leur forme traditionnelle à l'intérieur d'un fichier PDF. Plusieurs facteurs peuvent expliquer cette tendance. D'une part, les utilisateurs sont encore peu familiarisés avec le découpage hiérarchique des données d'inventaire et peu enclins à se déplacer dans l'arborescence. D'autre part, la version de l'outil proposé n'est guère conviviale et parfois lente, ce qui n'incite peut-être pas l'utilisateur à prolonger sa recherche avec cet instrument de recherche électronique. Enfin, bon nombre d'utilisateurs accèdent au site par le biais de moteurs de recherches ou de liens qui les orientent directement sur les fichiers attachés sans passer par la base de données DAVEL.

Les travaux de numérisation des registres de reconnaissances: une démarche sans pareille en Suisse

L'Eglise de Jésus-Christ des Saints des Derniers jours représentée par les Mormons, s'est proposée d'effectuer une vaste campagne de numérisation des 4 306 registres de reconnaissances de 1234 à 1798 du canton de Vaud, dans les locaux des Archives cantonales vaudoises, à l'instar de la campagne de microfilmage des registres paroissiaux et d'état civil qu'elle avait faite dans les années '70, toujours dans la mission de la *Genealogical Society of Utah* de compléter le plus vaste fichier généalogique du monde.

Suite à la signature d'une convention entre l'Etat de Vaud et les représentants de l'Eglise, à Salt Lake City en juin 2008, la campagne de numérisation a débuté en septembre 2008.

Il a été convenu de paginer tous les registres de reconnaissances en chiffres arabes, selon des critères établis par les Archives cantonales vaudoises, en mentionnant les pages vierges et absentes, les folios manquants ou erronés, afin d'unifier et clarifier l'ensemble des données. Une équipe d'une douzaine de bénévoles mormons parmi lesquels des couples venus successivement des Etats-Unis s'est chargée de ce travail (plus de 2 millions de pages), soutenue, appuyée et dirigée par l'atelier de photographie de l'institution. L'inventaire d'origine de toute la collection se retrouve enrichi d'une précision inédite.

Un opérateur mormon, engagé par l'Eglise de Jésus-Christ des Saints des Derniers jours, a entamé la numérisation des registres paginés de reconnaissances dès mai 2009, dans un local mis à sa disposition par les Archives cantonales vaudoises. Actuellement, l'avancement du travail de numérisation est un peu au-delà du mi-parcours et devrait être achevé en 2015.

L'état sanitaire de nombreux registres n'autorise pas la manipulation et la numérisation sans l'intervention préalable de l'atelier de restauration de l'institution. Des travaux de renforcement («consolidation») des ouvrages concernés ont été entrepris, temporairement soutenus par des aides externes. Plusieurs dizaines de volumes restent inaccessibles à ce jour.

Parallèlement et avec l'appui actif et expert du *Cercle vaudois de généalogie*, la *Genealogical Society of Utah* a initié récemment l'indexation des fichiers numérisés. Les premières images des registres de reconnaissances sont déjà visibles sur le site *Familysearch.org*, sous *Europa/Switzerland*.

Les Archives cantonales vaudoises ont le projet de modifier les noms des fichiers numérisés, selon ses critères, et de les diffuser en ligne sur Internet. En attendant le dispositif de l'archivage électronique, des solutions intermédiaires ont dû être trouvées. La masse de données exige en effet des capacités de mémoire inusitées à ce jour dans l'administration cantonale vaudoise.

Malgré des divergences sur les critères de qualité entre l'Eglise de Jésus-Christ des Saints des Derniers jours et les Archives cantonales vaudoises, cette campagne de numérisation des registres de reconnaissances permettra de sécuriser et diffuser une collection d'une grande ampleur, ce que les ressources seules de l'institution n'auraient pas autorisé avant longtemps. Elle va autoriser des recherches généalogiques dès la première moitié du XIII^e siècle, alors que les plus anciens registres paroissiaux commencent en 1560.

L'indexation des documents d'archives: une originalité professionnelle

Repérer dans un texte les mots significatifs afin de créer des index de noms propres ou de thématiques est une pratique relativement ancienne dans le monde des archives. Ces différents savoir-faire ont été systématisés dans les inventaires sur papier des Archives cantonales vaudoises à partir des années 1990. La mise en ligne de l'ensemble de ces données dans une seule base, avec l'ouverture de DAVEL en septembre 2010, a toutefois nécessité une réflexion sur la manière d'uniformiser des pratiques d'indexation présentant des variations parfois considérables d'un inventaire à un autre. Le dossier thématique publié en 2008 *L'indexation aux Archives cantonales vaudoises, à la croisée des interprétations. Considérations générales et particulières* a permis d'émettre les directives en matière d'indexation. Après analyse des différents enjeux et problèmes observés, la création pour les besoins des Archives cantonales vaudoises d'un vocabulaire contrôlé conforme à un certain nombre de standards élaborés par les bibliothèques au niveau international a été décidée. En cours d'élaboration, il a pu reprendre grosso modo les pratiques bibliothéconomiques pour les lieux et les matières (thèmes) et se développe d'une manière un peu plus spécialisée pour les noms de personnes.

Le recours à des ouvrages de synthèse comme le *Dictionnaire historique de la Suisse*, le *Livre d'or des familles vaudoises* ou à des projets de nature encyclopédique comme *Wikipédia* s'est également révélé extrêmement précieux dans l'élaboration du vocabulaire contrôlé des Archives cantonales vaudoises. A l'heure qu'il est, environ 80 000 termes facilitent l'accès aux sources archivistiques, à la manière d'une encyclopédie que l'on ouvrirait à telle ou telle page pour découvrir ce que l'on peut savoir dans un domaine donné. Accessibles sur DAVEL par l'intermédiaire de la «Recherche de descripteurs», ils se répartissent ainsi: personnes (72 %), matières ou thématiques (18 %), lieux (9 %) et subdivisions de forme (1 %).

Matières	nom commun	artisanat
Matières	nom d'événement	Expo.02 (2002; Suisse)
Matières	titre	Venoge / Gilles
Lieux	lieu	Lausanne (Suisse, VD)
Subdivisions	donnée chronologique (sous forme rédigée)	Moyen Âge
Subdivisions	forme et support	[photographie]
Personnes	nom de personne	MÜLLER (SANDRA)
Personnes	nom de collectivité	CROIX-ROUGE SUISSE

Ces descripteurs peuvent être combinés afin de répondre à différentes questions: qui? (Personnes), quoi? (Matières), où? (Lieux). On trouvera ainsi plus facilement la cote d'un mariage à Baulmes, d'un notaire à Lutry ou de la généalogie Audemars. Les résultats sont généralement mieux ciblés et souvent assez différents de ceux obtenus lors d'une «Recherche plein texte».

La gestion du thésaurus des Archives cantonales vaudoises va de pair avec un important travail de repérage des descripteurs à double, certes facilité par le recours aux standards d'indexation. Ainsi, sur 487 000 termes saisis depuis le début du projet, seuls 80 000 n'étaient pas synonymes d'une entrée déjà existante. On trouvera ainsi Judith Meylan-Aubert sous Meylan et non sous Aubert, les vélos et les bicyclettes sous le terme vélo et non à deux endroits différents du thésaurus. De 203 662 mots saisis avant le 31 décembre 2009, le nombre de termes entrés est passé à 340 084 au 31 décembre 2010, à 407 672 au 31 décembre 2011 et il avoisine désormais le demi-million.

Les guides «Cartographie» et «Registre foncier»: de nouveaux atouts pour la recherche

Deux guides ont été réalisés en août 2007 et présentés au public à l'occasion de la Journée suisse des archives qui a eu lieu au mois de novembre suivant. Il s'agit des guides expliquant respectivement l'exploitation des sources cadastrales et du Registre foncier. A grand renfort d'illustrations présentant des images des sources à disposition, leur fonctionnement est détaillé dans le texte.

Les deux guides ont donc désormais cinq ans. Que s'est-il passé durant ce temps au niveau des sources cadastrales et du Registre foncier?

Evolution des sources

Le Registre foncier a connu plusieurs mutations qui ont entraîné des effets sur les sources. Tout d'abord, le feuillet fédéral a été scanné, conduisant les offices à verser les feuillets fédéraux, désormais consultables sur le poste informatique, aux Archives cantonales vaudoises. Ensuite, les regroupements de bureaux ont également amené le versement de nombreux documents. Ainsi, au total, un accroissement de 687 mètres linéaires a été enregistré dans les fonds dédiés au Registre foncier. Les travaux d'inventaire suivent les arrivées.

Au niveau du cadastre, seuls l'un ou l'autre onglet de plans est venu enrichir la collection existante. Le changement est donc moins à rechercher dans l'accroissement que dans l'expertise nouvelle qui est en cours d'implémentation au niveau des sources existantes. En effet, si, en 2007, l'inventaire s'arrêtait au niveau des sous-sections, il tend désormais à décrire tous les onglets de plans individuellement. Le travail est en cours. Parallèlement, l'inventaire des plans (GB), de même que celui des cartes (GC), a été saisi intégralement dans la base de données DAVEL, interrogeable en ligne. La recherche documentaire en est donc facilitée.

Evolution de la consultation

Qu'il s'agisse des sources cadastrales ou du Registre foncier, leur consultation est régulière et importante. Les études liées à l'exercice d'un mandat (patrimonial, juridique, urbanistique), ainsi que la demande citoyenne, soit à but culturel visant à connaître l'histoire de la maison, soit à but juridique visant à établir un droit, sans oublier les documents demandés dans le cadre de l'activité des Registres fonciers, engendrent en effet une pression constante et non démentie sur ces sources.

Perspective d'avenir

Dans cette perspective, la numérisation d'une partie des cartes et des plans géométriques et cadastraux, documents dont la conservation en l'état est devenue problématique, couplée à l'installation d'un pôle de numérisation au sein de l'institution, fait partie des projets prioritaires des Archives cantonales vaudoises. La consultation des copies numériques en ligne permettra, outre un confort accru pour le citoyen, de préserver au mieux l'intégrité des sources cadastrales.

Par ailleurs, l'actualisation des deux guides suivra l'évolution, à la fois des sources, des inventaires et des contretypes liés à la technologie, dans la perspective d'accompagner le citoyen dans sa recherche d'information.

De nouveaux instruments de recherche pour la généalogie

Les généalogistes sont directement concernés par l'évolution technique en cours. En vue de l'ouverture en 2010 du site DAVEL sur Internet, il a fallu informatiser des inventaires parfois anciens, comme celui de la Société vaudoise de généalogie, voire même inventorier des fonds restés en attente, comme celui des pièces annexes de l'état civil.

En généalogie, la matière première est constituée par les registres d'état civil, introduits dans le canton de Vaud par le Code civil vaudois entré en vigueur le 1^{er} juillet 1821. Pour la période antérieure, les registres paroissiaux en tenaient lieu: ils forment le fonds Eb. Leur premier inventaire fut dressé en 1915; mis à jour vers 1964, il a été saisi dans la base de données DAVEL entre 1998 et 2000, puis repris et consolidé en 2005 et doté d'une introduction en 2006. Pour leur part, les registres d'état civil de 1821 à 1875 ont été versés en 1958 et classés dans le fonds Ed. Son inventaire, calqué sur le précédent, a été établi en 1964; mis à jour en 1974, il a été incorporé dans la base DAVEL entre 1998 et 2000, puis consolidé et à nouveau mis à jour en 2008.

Ce dernier fonds est complété par celui des pièces justificatives de l'état civil pour la même époque, majoritairement versées entre 1876 et 1892 et groupées sous la cote Ec. Leur inventaire n'a été réalisé qu'en 2007-2009, directement sur DAVEL, avec un exemplaire sur papier. Ces trois fonds, qui reposent sur une structure identique, sont uniquement au bénéfice d'une indexation des lieux.

La collection des dossiers généalogiques a été formée à partir du XIX^e siècle en vue de répondre aux demandes faites à l'institution et pour regrouper des travaux dispersés et non publiés. Une première mise à jour de l'inventaire en 1965 comprenait trois colonnes: familles/renvois/remarques; une nouvelle rubrique relative à l'origine fut ajoutée en 1989. De 2005 à 2012, le répertoire s'est présenté sous forme de tableau avec une colonne supplémentaire pour les renvois aux données généalogiques contenues dans d'autres fonds des Archives cantonales vaudoises. Le transfert dans DAVEL en 2012 a entraîné une transformation radicale de la présentation avec la suppression du tableau et la séparation des dossiers existants et fantômes, ces derniers, qui consistent uniquement en renvois, étant regroupés au début de chaque lettre. Quant aux dossiers communes et divers, ils ont été placés en fin d'inventaire.

Le fonds de la Société vaudoise de généalogie (1910-1984), déposé en 1919 aux Archives cantonales vaudoises, renferme un ensemble remarquable de travaux généalogiques, de relevés d'actes anciens et de documents originaux, constitué à partir des collections de Charles-Philippe Dumont (1803-1893); il est rangé dans la section P des fonds privés. Un premier inventaire avait été publié en 1913; par la suite, la Société tint un répertoire manuscrit, régulièrement pointé et complété jusqu'en 1984. Remplacé alors par un inventaire dactylographié, il a finalement été saisi dans la base de données DAVEL en 2012.

A cette occasion, un effort considérable a été porté sur l'indexation: celle-ci constitue un gros apport à la consultation, notamment avec l'identification des famille et leur mise en relation avec des documents conservés dans d'autres fonds publics ou privés. La consultation de ces inventaires se fait dorénavant en ligne, mais, pour les réfractaires sinon à l'informatique, du moins à Internet, ils sont toujours disponibles sur tirage papier en salle de travail.

C'est ainsi que la saisie sur DAVEL apporte une assistance remarquable au généalogiste.

La bibliothèque: un essor exceptionnel

Supprimé en 1973, le poste de bibliothécaire universitaire a été réintroduit dans l'organigramme des Archives cantonales vaudoises au début de l'année 2008. Ce changement majeur a mis fin à une situation insatisfaisante, qui a marqué négativement le développement de la bibliothèque. Depuis 2009, le bibliothécaire s'occupe également de la salle de lecture, une fois par mois. Il a la charge enfin de l'indexation, tant des notices de la bibliothèque que de celles des fonds d'archives.

Aujourd'hui forte de 33 000 titres catalogués dans le Réseau des bibliothèques de Suisse Occidentale (RERO), la bibliothèque des Archives cantonales vaudoises met à la disposition des chercheurs les principales publications relatives à l'histoire du canton de Vaud et des régions avoisinantes. De nombreux autres imprimés sont par ailleurs présents dans les fonds d'archives et accessibles par l'intermédiaire de la base de données DAVEL. Si leur nombre est très difficile à estimer, il est probablement plus important quantitativement que la bibliothèque elle-même.

Les notices du catalogue RERO se répartissent de la manière suivante: une moitié concerne des livres, l'autre moitié des articles, brochures et tirés à part de revues. Le quart des documents catalogués est en libre accès, le reste pouvant être amené du dépôt en salle de lecture – ce dépôt a vu sa surface fortement augmenté en 2008, à la suite des travaux de densification des locaux, alors que le mètreage du libre accès n'a pas évolué depuis la nouvelle configuration de la salle de lecture fixée par les travaux de la fin de l'année 2001. Il a fallu, lors des révisions annuelles, procéder à plusieurs désherbages de la bibliothèque en salle de lecture. Plusieurs périodiques dont les titres sont souvent utilisés ont été dépouillés systématiquement. La procédure d'enregistrement des nouveaux titres a été simplifiée à partir de septembre 2008. L'accès aux imprimés hors libre accès s'effectue selon une procédure similaire à celle de la consultation des documents d'archives

Entre 2007 et 2012, le nombre de titres a passé de 18 000 à 33 000. En 50 ans, il a été multiplié par 8.

La bibliothèque s'accroît au moyen d'achats (généralement entre 10 % et 30 %, selon les années) mais aussi de dons, tris de fonds d'archives et échanges d'imprimés avec des bibliothèques et associations culturelles. C'est dans le domaine des revues régionales d'histoire (Suisse et régions frontalières françaises et italiennes) que les échanges sont les plus importants. On rappellera que les Archives cantonales vaudoises sont également le siège de la Société vaudoise d'histoire et d'archéologie et du Cercle vaudois de généalogie, dont elles ont repris dès 2011 la gestion des revues généalogiques, suisses et étrangères.

Les fonds d'imprimées anciens des Archives cantonales vaudoises ont fait l'objet d'une notice historique et descriptive dans *Handbuch der historischen Buchbestände in der Schweiz = Répertoire des fonds imprimés anciens de Suisse = Repertorio dei fondi antichi a stampa della Svizzera* | hsg. von der Zentralbibliothek Zürich; bearb. von Urs B. Leu, Hanspeter Marti und Jean-Luc Rouiller, t. 3, Hildesheim, Zürich: G. Olms, 2011, pp. 15-39 (Gilbert Coutaz et Jean-Luc Wermeille). Les deux plus anciennes éditions datent de 1491 et 1497; elles appartiennent aux bibliothèques paroissiales catholiques d'Echallens et d'Assens.